



UN DES SITES DU GROUPE PHARMACEUTIQUE
situé à Gaillard, en Haute-Savoie.

c. poncet / le dauphiné / maxppp

RESIST

L'ASSO QUI A FAIT PLIER BAYER

Bayer HealthCare, le géant allemand de la santé, a stoppé la vente d'Essure, son implant contraceptif contesté. Une décision purement commerciale, assure le laboratoire. L'association Resist y voit plutôt l'effet de la pression des victimes. PAR GUILLAUME DE MORANT

Un simple problème commercial ? Pas si sûr ! Le 18 septembre, Bayer HealthCare annonçait le retrait du marché de son implant contraceptif Essure, dans tous les pays, à l'exception des Etats-Unis, au motif qu'« un environnement défavorable à [sa] prescription entraîne une baisse continue de la demande en France ». Mais, depuis qu'elles bataillent contre le labo, les militantes du Réseau d'entraide, soutien et informations sur la stérilisation tubaire (Resist) ont appris à lire entre les lignes. L'« environnement défavorable », ce sont elles ! Le labo a beau jeu de s'en défendre. Pour ces 1200 femmes, ça ne fait pas un pli : cette décision exceptionnelle est une reconnaissance implicite de leur action. Une belle victoire pour leur mouvement fondé sur Facebook en 2016 par ses « e-sisters » – c'est ainsi qu'elles se surnomment –, souffrant de graves effets secondaires survenus après la pose d'un implant Essure.

« C'est indigne ! » réagit Marielle Klein, la fondatrice du collectif. Cette brune piquante de 39 ans et mère de cinq enfants est affligée

par la mauvaise foi du laboratoire allemand : « Pour justifier le retrait d'Essure, on nous balance un problème de gros sous. Il n'y a nulle mention de la souffrance de milliers de patientes, des troubles neurologiques, des règles hémorragiques, des douleurs pelviennes, articulaires et musculaires, de la fatigue chronique, des problèmes ORL, des troubles visuels... » Et pas un mot sur le décès de Vanessa, en février 2017, après des complications postopératoires liées au retrait du contraceptif. Marielle Klein, elle, a senti le vent du boulet et frôlé la mort, après la pose d'implants en 2011.



george-guillaume / le parisien / maxppp

MARIELLE KLEIN, présidente de l'association Resist, dit avoir eu une « révélation » en découvrant un groupe Facebook de victimes aux Etats-Unis. « Tous ces témoignages recoupaient ce que je vivais. J'avais enfin trouvé ce qui était en train de me tuer. »

Avant, elle « débordai[t] d'énergie ». Après, elle ressent progressivement une grande fatigue, n'arrive pas à guérir sa sinusite persistante, enchaîne les otites. « Fin 2014, je faisais une inflammation intestinale et d'importantes palpitations cardiaques. Mon pronostic vital était engagé », raconte-t-elle. En janvier 2015, elle se réveille sourde. Diagnostic : perforation du tympan. S'ensuivent des mois de douleurs, des hémorragies en série. « Je me vidais de mon sang, j'étais dans un état de grande faiblesse physique. Un médecin m'a traitée d'hystérique, de nomade médicale. Je me suis préparée à mourir, on a parlé obsèques avec mon mari. »

D'où vient ce mal qui la ronge petit à petit ? Mystère. Jusqu'à ce jour de septembre 2015 où Marielle, en tapant « Essure » sur Internet, tombe sur un groupe Facebook de victimes situé aux Etats-Unis et qui rassemble à l'époque 16 000 femmes. « Une révélation ! lance-t-elle. Tous ces témoignages recoupaient ce que je vivais. J'avais enfin trouvé ce qui était en train de me tuer. » Et ce qui était en train de la tuer, c'était ce ressort métal-

lique qui bouche les trompes de manière définitive, dont la composition – un alliage de nickel et de titane, recouvert de fibres de plastique PET – crée localement une réaction inflammatoire, et dans son cas une allergie.

Pour la jeune femme, c'est le déclic. Elle fonde Resist en 2016 avec d'autres victimes et parvient aussi à convaincre sa gynécologue, celle-là même qui lui avait prescrit la méthode Essure, que ces ressorts métalliques sont responsables de son état. Après quatre mois d'attente réglementaire, un chirurgien lui retire les deux implants en même temps que les trompes et l'utérus. Comme par miracle, Marielle reprend des forces, mois après mois. Les symptômes s'estompent, puis disparaissent totalement.

20 000 FRANÇAISES SERAIENT CONCERNÉES

Mais, sur le long terme, c'est l'incertitude. Combien de temps cet alliage réagira-t-il dans le corps ? Combien de femmes souffriront des effets secondaires de cette méthode toujours présentée comme sûre par le labo ? On l'ignore. Aujourd'hui encore, Bayer assure aux femmes qui l'utilisent qu'« elles ne doivent pas être inquiètes ». Aux Etats-Unis et aux Pays-Bas, le taux de complications serait de 10 %. Par déduction, les militantes de Resist évaluent à 20 000 le nombre de Françaises touchées, plus de 200 000 implants ayant été posés dans l'Hexagone depuis 2002. On est loin des 1 087 cas évoqués par le comité scientifique spécialisé temporaire réuni en avril 2017 par l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé (ANSM). L'agence précise cependant que le chiffre est manifestement sous-évalué, ses experts n'ayant eu connaissance que des cas signalés par les femmes elles-mêmes.

Aujourd'hui, la décision de Bayer de retirer son dispositif du marché français n'a pas entamé la



détermination du collectif Resist qui porte l'affaire devant les tribunaux. Les « e-sisters » montent une action de groupe avec leur défenseur, M^e Charles Joseph-Oudin (lire le portrait, p. 17). Pour cela, elles s'inspirent de la croisade anti-Essure lancée aux Etats-Unis par Erin Brockovich, devenue une icône de la défense de l'environnement après avoir révélé une affaire de pollution des eaux en Californie.

OBTENIR PLUS QU'UNE INDEMNITÉ FINANCIÈRE

En parallèle à l'action de groupe, trois victimes d'Essure – dont Marielle Klein – ont déjà lancé des procédures civiles contre Bayer HealthCare. Six autres les auront rejointes d'ici à la fin du mois d'octobre. Au total, l'avocat de Resist a constitué 630 dossiers susceptibles eux aussi de déboucher sur une action contre le labo. Mais la justice coûte cher. Chaque

victime doit payer les expertises qui coûtent 3 000 € environ. Rares sont celles qui en ont les moyens. Pour Marielle, un élan de solidarité sous forme de cagnotte Internet a permis de réunir la somme. « Mais ce bricolage n'est pas possible pour 630 dossiers », dénonce M^e Charles Joseph-Oudin, qui demande au ministère de la Justice de créer un dispositif spécifique d'indemnisation. « A minima, dit-il, c'est à Bayer HealthCare de payer les expertises. »

Mais les e-sisters attendent plus qu'une indemnité financière. Elles réclament la mise en place d'un protocole de retrait national des implants. Jusqu'ici, seulement 400 femmes ont risqué cette opération en France qui nécessite l'ablation des trompes voire de l'utérus. Une intervention traumatisante que Bayer HealthCare a longtemps passée sous silence, estimant que c'était de la responsabilité des gynécologues d'informer leurs patientes. ■

AUJOURD'HUI ENCORE, LE LABORATOIRE ASSURE AUX FEMMES QUI UTILISENT ESSURE QU'« ELLES NE DOIVENT PAS ÊTRE INQUIÈTES ».